

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
octroyant une subvention à bénéficiaire dans le cadre de la  
procédure de reconnaissance des Centres labellisés en  
vertu de l'article 13 du décret du 13 mars 2009 relatif à la  
transmission de la mémoire des crimes de génocide, des  
crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits  
de résistance ou des mouvements ayant résisté aux  
régimes qui ont suscité ces crimes**

**A.Gt 05-12-2011**

**M.B. 28-03-2012**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 50, § 2, et 71;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu la loi-programme du 23 décembre 2009, en particulier son article 31, permettant de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2012, en ce qui concerne la Communauté française, notamment l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, notamment l'article 13;

Vu le décret du 15 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2011, notamment l'allocation de base 01.01.31. de la division organique 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009, tel que modifié, relatif aux procédures de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire visés par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant reconnaissance de la Fondation de la Mémoire contemporaine comme Centre de labellisé en vertu de l'article 13 du décret du 13 mars susvisé;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant reconnaissance de RCN - Justice et Démocratie comme Centre labellisé en vertu de l'article 13 du décret du 13 mars 2009 susvisé;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> avril



2010, portant reconnaissance de l'Institut de la Mémoire Audiovisuelle Juive - IMAJ comme Centre labellisé en vertu de l'article 13 du décret du 13 mars 2009 susvisé;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant reconnaissance des Films de la Mémoire comme Centre labellisé en vertu de l'article 13 du décret du 13 mars 2009 susvisé

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> avril 2010, portant reconnaissance de la Fondation MERCi comme Centre labellisé en vertu de l'article 13 du décret 13 mars 2009 susvisé;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 27 juillet 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2011,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Une subvention d'un montant de 35.000 EUROS (trente-cinq mille EUROS), imputable sur les crédits inscrits à l'allocation de base 01.01.31 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2011, est octroyée, pour l'exercice 2011, aux bénéficiaires suivants :

Dénomination du bénéficiaire	Montant
Fondation de la Mémoire contemporaine Avenue Victoria 5 1000 Bruxelles Compte : BE 40 2100 4478 60 63	15.000 EUROS
RCN - Justice et Démocratie Avenue Brugmann 76, 1190 Bruxelles Compte : BE 85 2100 4214 19 06	5.000 EUROS
Les Films de la Mémoire Avenue du Domaine 21, bte 2, 1190 Bruxelles Compte : BE 52 2100 2227 66 09	5.000 EUROS
Institut de la Mémoire Audiovisuelle Juive Rue de Rodenbach 4, 1190 Bruxelles Compte : BE 37 2100 5357 07 28	5.000 EUROS
Fondation MERCi Place du Fays 13, 6870 Saint-Hubert Compte : BE 47 3601 1115 97 80	5.000 EUROS

**Article 2.** - Cette subvention est destinée à permettre au bénéficiaire de couvrir, au titre de dépenses admises, une partie des frais exposés, au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011, dans le cadre de ses activités de Centre labellisé au sens de l'article 13 du décret du 13 mars 2009.

**Article 3.** - Le versement de la subvention, reprise à l'article 1<sup>er</sup> s'effectuera en deux tranches de la manière suivante :

- 50 % de la subvention dans les six semaines qui suivent l'engagement du présent arrêté;
- le solde, soit 50 % de la subvention après réception des comptes, bilan et rapport d'activité de l'exercice précédent, du budget et du programme

d'activité de l'exercice en cours, ainsi que de l'ensemble des pièces justificatives probantes. Ces documents sont à envoyer à l'Administration, pour le 1<sup>er</sup> juin 2012 au plus tard, à l'adresse suivante :

Secrétariat général du Ministère de la Communauté française  
A l'attention de Mme Michelle HARTMANN, Directrice  
Boulevard Léopold II n° 44 - 6 E 650  
1080 BRUXELLES

**Article 4.** - En vue de justifier l'emploi de la subvention reçue, l'allocataire est également tenu de communiquer un dossier d'évaluation annuel à la Cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » comprenant, notamment, un rapport d'activité et un rapport financier, conformément à l'arrêté du 14 mai 2009 relatif aux procédures de reconnaissance des Centres labellisés en vertu du décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, réalisés en application de la subvention visée à l'article 1<sup>er</sup>, et de présenter, sur demande de l'Administration, tout autre document ou renseignement qui pourrait lui être réclamé ultérieurement.

**Article 5.** - Au cas où le bénéficiaire ne justifierait pas l'utilisation de la subvention reçue, soit dans sa totalité, soit pour une partie, il serait dans l'obligation de remettre au comptable centralisateur des recettes, selon les modalités déterminées par l'Administration, le montant non justifié.

**Article 6.** - En aucun cas les dépenses ayant servi à la justification de la subvention ne peuvent faire ou avoir fait l'objet d'une autre subvention de la part de la Communauté française.

**Article 7.** - Tout document rendu public, relatif à l'activité subventionnée, portera la mention « Avec le soutien de la Communauté française - Wallonie-Bruxelles » ainsi que son logo. Ces mentions et logo doivent être reproduits de manière à permettre une visibilité de la Communauté française - Wallonie-Bruxelles comparable à celle des autres parrains et sponsors de l'activité.

**Article 8.** - La responsabilité de la Communauté française ne peut être engagée ni en ce qui concerne les contrats d'emploi, ni les actes de sous-traitance, ni le contenu des documents produits à l'occasion de la réalisation de l'activité subventionnée, en cas de dommages causés aux personnes et aux biens.

Bruxelles, le 5 décembre 2011.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET